



**Conseil économique et
social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/2002/41
7 juin 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la promotion et de la protection
des droits de l'homme
Cinquante-quatrième session
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Propriété intellectuelle et droits de l'homme

Note du secrétariat¹

1. Dans sa résolution 2001/21, la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme a prié la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme:

a) De solliciter le statut d'observateur auprès de l'Organisation mondiale du commerce pour l'examen en cours de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) (par. 9);

b) De se pencher sur la question de savoir s'il conviendrait d'examiner si le brevet, en tant qu'instrument juridique, est compatible avec la promotion et la protection des droits de l'homme et les obligations correspondantes des États et d'entreprendre une étude en ce sens si elle le juge nécessaire (par. 10);

c) D'entreprendre une analyse de l'impact sur les droits des peuples autochtones de l'Accord sur les ADPIC (par. 11);

¹ Le présent document a été soumis tardivement aux services de conférence afin que la Sous-Commission puisse disposer des renseignements les plus récents possibles.

d) D'organiser un séminaire d'experts chargé d'examiner les aspects de l'Accord sur les ADPIC touchant les droits de l'homme en s'inspirant, entre autres, de son rapport relatif à l'impact sur les droits de l'homme de l'Accord sur les ADPIC (E/CN.4/Sub.2/2001/13) et d'en rendre compte à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session (par. 13).

2. La Haut-Commissaire n'a pas été en mesure de répondre à toutes ces demandes à temps pour la cinquante-quatrième session de la Sous-Commission. Bien qu'elle se soit efforcée de trouver un financement extérieur pour l'organisation du séminaire d'experts visé au paragraphe 13 de la résolution, elle n'est pas encore parvenue à obtenir les fonds nécessaires. En conséquence, elle recommande à la Sous-Commission d'élaborer une décision sur l'organisation d'un tel séminaire, pour adoption par la Commission, qui pourrait ainsi en évaluer les incidences budgétaires.

3. La Haut-Commissaire a entrepris l'analyse demandée au paragraphe 11 de la résolution, qu'elle compte soumettre au séminaire d'experts.

4. En réponse à la demande formulée au paragraphe 10 de la résolution, la Haut-Commissaire a organisé une réunion d'experts sur les droits de l'homme et la biotechnologie, qui s'est tenue les 24 et 25 janvier 2002. Un des thèmes examinés à cette occasion a été le partage des avantages et la brevetabilité du matériel génétique. Dans ce contexte, les experts ont débattu de l'utilisation des brevets et d'autres instruments pour revendiquer la propriété intellectuelle du matériel génétique et génomique humain ainsi que de la normalisation à l'échelle mondiale des régimes de protection de la propriété intellectuelle conformément à l'Accord sur les ADPIC. La Sous-Commission sera saisie des parties pertinentes du rapport de la réunion d'experts au titre du point 4 de l'ordre du jour de sa session.

5. Conformément au paragraphe 9 de la résolution, la Haut-Commissaire a commencé à prendre les dispositions nécessaires pour solliciter le statut d'observateur auprès de l'Organisation mondiale du commerce pour l'examen en cours de l'Accord sur les ADPIC; elle rendra compte de l'état d'avancement de ce processus aux sessions à venir de la Sous-Commission.
